

Allocution d'ouverture prononcée au Forum annuel, le 18 mars 2013, à l'occasion du 10e anniversaire de l'institut d'études internationales de Montréal

Dorval Brunelle

Je voudrais, dans les quelques minutes qui me sont accordées, présenter rapidement les trois grands défis auxquels l'Institut d'études internationales de Montréal a été et sera confronté au cours des années à venir.

Il sera d'abord question d'effectuer un survol des principaux thèmes de recherche développés par les 14 constituantes membres de l'institut, afin de proposer une vue d'ensemble de la richesse et de la diversité des travaux en cours. Ensuite, je traiterai de finance et de financement, ainsi que de l'incorporation de chaires et de centres rattachés à d'autres facultés et école. Enfin, je présenterai les recherches menées sous l'égide de la direction de l'Institut elle-même.

1. Nouveaux champs de recherche, nouvelles initiatives

Plutôt que de présenter les 14 constituantes à la suite, ce qu'elles savent très bien faire par elles-mêmes et ce dont vous pourrez vous même prendre acte en consultant la documentation qu'elles ont préparée et qu'elles ont mise à la disposition du public, je voudrais me contenter de citer quelques travaux et initiatives qui ont été menés ces derniers temps et donner des exemples de collaborations originales.

Aujourd'hui, tout s'internationalise et ce, dans les deux sens : d'un côté, tout est internationalisé, transnationalisé ou globalisé, de l'autre, tout est internationalisable, transnationalisable ou globalisable. On assiste ainsi à l'incorporation de ces deux dimensions, vers l'extérieur et depuis l'extérieur, dans un nombre croissant de domaines de recherche et d'analyse, dans la transmission des connaissances, de même que dans les services aux collectivités.

C'est dans un tel contexte que certains sujets et thèmes de recherche en sont venus à occuper l'avant-scène au triple niveau politique, social et médiatique. C'est le cas pour les études produites par le Centre interdisciplinaire de recherche en développement international et société (CIRDIS), des travaux sur l'immigration et le racisme de la Chaire de recherche en immigration, ethnicité et citoyenneté (CRIEC), des travaux de la Chaire Nycole Turmel sur les espaces publics et les innovations politiques, ceux sur l'interface entre citoyenneté et démocratie de la Chaire de recherche du Canada en mondialisation, citoyenneté et démocratie (Chaire MCD), sur la responsabilité et le développement de la Chaire de responsabilité sociale et de développement durable (CRSDD), ou encore des études et des interventions publiques de la Chaire Raoul-Dandurand en études stratégiques et diplomatiques. Alors qu'il y a 10 ans, les chaires et centres membres de l'Institut travaillaient essentiellement sur le Canada, le Québec, les États-Unis, le Mexique et l'Europe, aujourd'hui deux des plus récentes constituantes travaillent respectivement sur le Brésil, le Centre d'études et de recherches sur le Brésil (CERB), et sur l'Inde, le Centre d'Études et de recherches sur l'Inde et l'Asie du Sud

(CERIAS), à quoi il convient d'ajouter dix observatoires, cinq consacrés à des pays ou à des régions et cinq observatoires thématiques. Les cinq premiers sont : l'Observatoire sur les États-Unis, l'Observatoire sur la Chine, l'Observatoire sur le Moyen-Orient et l'Afrique du Nord, l'Observatoire sur les Amériques, dirigé par un collègue de l'Université de Sherbrooke, et l'Observatoire sur la politique et la sécurité de l'Arctique, également rattaché à l'École nationale d'administration publique (ENAP). Les cinq autres sont : l'Observatoire de géopolitique, l'Observatoire sur les missions de paix et opérations militaires, l'Observatoire international sur le racisme et les discriminations, l'Observatoire sur la coopération internationale et l'Observatoire sur l'économie politique de la défense.

En matière d'enseignement, plusieurs constituantes organisent des écoles d'été sur des thèmes d'actualité, par exemple, sur les missions de paix (la Chaire Raoul-Dandurand), sur le droit international comparé de la consommation (le Groupe de recherche en droit international et comparé de la consommation, le GREDICC) ou sur la simulation des négociations à l'Organisation mondiale du commerce (OMC), une activité coorganisée par le CEIM et l'ENAP. D'autres, comme le Centre de recherche interdisciplinaire sur la diversité au Québec (CRIDAQ) et la Chaire MCD organisent leurs écoles d'été en Amérique latine. D'autres enfin organisent des activités destinées tout particulièrement à la communauté étudiante, qu'il s'agisse de séminaires de lectures sur l'analyse critique du droit (Centre d'études sur le droit international et la mondialisation (CEDIM)) ou de conférences-midis sur le Brésil (CERB).

En matière de recherche, comparer est devenu une pratique courante et les comparaisons les plus asymétriques, hétérogènes, voire contre-intuitives sont les plus sollicitées sinon les plus fructueuses. On peut citer en exemple la comparaison entre les schèmes de gouvernance mis en place par les minières au Canada et ceux qu'elles promeuvent en Amérique latine et en Afrique (CIRDIS), entre les principes de justice élaborés en Occident et leur application dans le monde africain (Chaire UNESCO), entre les petites nations, qu'il s'agisse de la Catalogne, du Pays basque, du Tibet ou du Québec (CRIDAQ), entre les formes et contenus de la responsabilité sociale d'entreprise de part et d'autre de l'Atlantique (Chaire RSDD), ou encore entre les pratiques de budget participatif à Porto Alegre et à Montréal (CERB).

Dans le même ordre d'idées, les rapprochements inédits ou inattendus apparaissent, eux aussi, fort éclairants. Durant notre "Semaine Chine", en octobre 2012, un des panels qui a eu le plus de succès fut celui coorganisé par l'Observatoire sur l'Arctique et l'Observatoire sur la Chine autour du thème "La Chine et l'Arctique". Durant la "Semaine Brésil", ce fut le panel coorganisé par le CERB, l'École de design, les départements de géographie de l'Université Concordia et de l'UQAM sur les stratégies comparées et les leçons à tirer des mégas événements – jeux olympiques, coupes du monde - organisés au Québec, au Canada et au Brésil. Durant la "Semaine Égypte", coorganisée cette fois-là avec la Chaire UNESCO d'étude des fondements philosophiques de la justice et de la société démocratique, ce fut le panel sur la société civile en Égypte, une année avant le déclenchement du printemps arabe en Tunisie, en décembre 2010, et au Caire, en février 2011.

En somme, les 14 constituantes avec leurs 10 observatoires et 6 groupes de recherche

couvrent une impressionnante gamme de sujets et de thèmes de recherche. Ils produisent de nombreux ouvrages et rapports, ils interviennent comme experts devant les médias, mais aussi devant les organisations sociales, les entreprises et les gouvernements. Leurs chercheurs sont régulièrement appelés à témoigner en tant qu'experts en commission parlementaire à Ottawa et à Québec; leurs avis et leurs travaux sont également sollicités par les organisations internationales, notamment par la Banque mondiale et par l'ONU.

2. Deux défis : complexification et financement

À sa fondation, l'Institut s'était donné pour mission "de coordonner la recherche dans le domaine international, de développer des synergies entre les différentes unités de recherche se consacrant aux phénomènes internationaux à l'UQAM et de créer des ponts entre la recherche et la formation afin d'offrir aux étudiants un lieu réel d'épanouissement intellectuel" (extrait des statuts de l'IEIM).

Cet énoncé de mission impliquait que, tout en étant rattaché à la Faculté de science politique et de droit (FSPD), l'Institut était prêt à accueillir des unités qui se consacraient à des recherches en affaires internationales ou dont les thèmes de recherche passaient par une forme ou une autre d'internationalisation. C'est ainsi que, au cours des dernières années, l'élargissement du bassin des centres et chaires s'est imposé pour deux raisons : *premièrement*, parce que le domaine des affaires et des Relations Internationales a éclaté en une multitude de spécialisations impliquant l'ensemble des sciences humaines, mais aussi les sciences de l'environnement, la gestion, les communications, les arts, les lettres et j'en passe; et *deuxièmement*, parce qu'il nous a fallu faire face à une chute sévère du financement public accordé aux études internationales et au droit international, deux domaines qui occupaient l'avant-scène dans les recherches menées à l'Institut au moment de sa création.

En effet, depuis trois ou quatre ans, les gouvernements et les organismes subventionnaires orientent les financements vers des initiatives nouvelles et originales d'internationalisation et de transnationalisation. C'est ainsi que, en 2008, l'Institut a perdu deux chaires du Canada très prestigieuses et fort bien dotées financièrement, l'une en politique étrangère, l'autre en Relations Internationales, alors même que le financement accordé à d'autres centres rattachés à la FSPD était réduit, voire entièrement suspendu.

Selon le premier bilan quinquennal déposé en 2007, le budget des neuf unités membres et du bureau de direction totalisait 3,2 millions de dollars. En 2011-12, les sept unités restantes sur les 9, ainsi que le bureau de direction, disposaient d'un budget total de 804 000\$, une baisse de 2,4 millions de \$ ou de 75%, en 5 ans. Toutefois, grâce à l'apport des sept constituantes qui se sont jointes à l'IEIM au cours des cinq dernières années, le budget total, en 2011-12, atteignait 3 millions de \$, soit 200 000\$ ou environ 6% de moins qu'il y a 5 ans. Cela dit, il faut immédiatement ajouter que, là où, il y a 5 ans à peine, dix unités disposaient de 3,2 millions de \$, aujourd'hui ce sont 14 constituantes avec leurs 10 observatoires et 6 groupes de recherche - soit 30 unités ou

3 fois plus au total - qui sont mis à contribution pour ramasser 3 millions de \$.

Cet accroissement à lui seul illustre on ne peut mieux la multiplication des axes de recherche, d'un côté, mais aussi l'intensification de la concurrence entre chaires, centres et groupes de recherche pour avoir accès à des sources de financement, de l'autre, des sources qui sont de moins en moins alimentées par des fonds publics, mais de plus en plus par des contributions versées par le secteur privé, voire par le secteur communautaire. Au moment de sa fondation, l'Institut dépendait en quasi totalité soit de subventions sollicitées auprès de fonds publics, soit de contributions versées par l'un et l'autre des gouvernements, fédéral et provincial. Aujourd'hui, la part des fonds publics décroît sans cesse. Ce sont les dons, dotations et autres contributions versées soit par des entreprises privées soit encore par des organisations de la société civile, qui permettent à la recherche de progresser, aux centres d'organiser des activités (colloques, panels, ateliers), aux équipes de maintenir et d'élargir leurs réseaux et aux étudiants de bénéficier de bourses d'études. C'est ainsi que, en 2011-12, la contribution du secteur privé (lucratif et non lucratif) au budget des 14 constituantes et du bureau de direction de l'institut s'élevait à plus de 20% du total.

3. L'Institut: mission et vision

Toutes ces évolutions et toutes ces transformations interpellent la direction de l'Institut à deux niveaux distincts. Au premier niveau, il s'agit pour la direction d'appuyer et de soutenir les activités de ses constituantes, d'une part, de favoriser les convergences entre elles, de l'autre. Cette collaboration existe déjà, comme j'ai cherché à l'illustrer, il s'agit donc de la stimuler encore davantage. C'est donc afin d'accroître et de favoriser ces synergies que nous avons lancé, en 2008, l'initiative d'organiser des semaines consacrées à un pays en particulier. Il y en a eu six, en commençant par la "Semaine Japon", à l'automne 2008, la "Semaine Allemagne", à l'hiver 2009, la "Semaine Égypte" à l'automne 2009, la "Semaine Haïti", à l'hiver 2010, la "Semaine Brésil" à l'automne 2011 et la "Semaine Chine", à l'automne 2012. Deux autres sont en préparation, la "Semaine Mexique", en octobre 2013, et la "Semaine Inde", à l'automne 2014.

L'organisation de ces semaines repose d'abord sur des partenaires à l'intérieur de l'UQAM – les constituantes intéressées bien sûr, mais aussi l'École de langues, le Service des relations internationales, les communications, la bibliothèque, etc. Mais elle repose également, et surtout peut-être, sur l'apport de partenaires extérieurs publics - la Ville de Montréal, par exemple - et privés – les chambres de commerce -, ainsi que sur les communautés et les diasporas, les représentants d'associations de ressortissants anciens et nouveaux, de même que sur les ambassades, les consulats et les gens d'affaires. En somme, le succès de ces semaines repose sur un éventail large de parties prenantes et je me dois de souligner à ce propos que l'immense succès de nos trois plus récentes initiatives, la "Semaine Égypte", la "Semaine Brésil" et la "Semaine Chine", est en grande partie imputable à l'appui que nous ont donné l'ambassade d'Égypte, celle du Brésil et de son Consul à Montréal, M. Oswaldo Portella, ainsi que l'ambassade de Chine et la Consule générale de la Chine à Montréal, Mme Zhao Jiangping.

Au deuxième niveau, l'institut a pour mission de faire fructifier cette richesse collective et de la mettre au service des collectivités au sens le plus large de l'expression, c'est-à-dire des organisations sociales, des syndicats, des associations, des groupes de citoyens. Il convient de souligner à ce propos les nombreuses collaborations que l'Institut a maintenues au cours des ans avec le Conseil des relations internationales de Montréal (CORIM), les centrales syndicales, et avec la CSN, en particulier, l'Association québécoise des organisations de coopération internationale (AQOCI), qui organise ses Journées de la solidarité internationale, à chaque automne, l'Association canadienne pour les Nations Unies du Grand Montréal (ACNU-Montréal), mais également avec les gens d'affaires, par exemple, avec la Chambre de Commerce Canada-Chine, une des retombées de la participation de la CCCC au Comité d'organisation de la "Semaine Chine".

C'est dans cette perspective que l'Institut s'est impliqué, année après année, dans l'organisation de la "Semaine hispanophone à l'UQAM" organisée par l'École de langues; c'est également dans cette perspective qu'il maintient une collaboration de recherche soutenue avec un autre institut phare de l'UQAM, l'Institut de recherches et d'études féministes (IREF), sur la question des effets de la libéralisation des marchés sur les conditions de travail, d'emploi et de vie des femmes au Québec. En 2009 et en 2010, l'IEIM a été impliqué dans la création d'un Groupe de réflexion sur l'internationalisation et l'enseignement supérieur, une initiative inscrite dans le prolongement des études et des travaux menés à l'instigation de la Fédération québécoise des professeures et professeurs d'université (FQPPU) sur le rôle des universités au chapitre des services aux collectivités et de leur contribution à l'enrichissement des débats de société. De plus, l'Institut a également noué une collaboration avec le Collège des Amériques (COLAM), une activité de l'Organisation universitaire interaméricaine (OUI), logée à l'Université de Montréal. La OUI regroupe quelque 300 universités à la grandeur des trois Amériques, tandis que le COLAM pilote plusieurs réseaux interaméricains de formation dont un, le réseau sur la "gouvernance et la démocratie", est celui dans lequel l'IEIM a été impliqué.

Enfin, le plus ambitieux de nos projets est celui que nous avons lancé en 2009 en organisant un cycle de conférence sous le titre "Repenser l'Atlantique". Ce cycle a débouché sur un premier colloque, "Repenser l'Atlantique : commerce, immigration, sécurité", en 2010, suivi d'un second "Communautés Atlantiques : asymétries et convergences", en 2011. Dans les deux cas, la participation des constituantes a été à la fois enthousiaste et déterminante.

Pourquoi un tel projet? La première raison part du constat qui est de plus en plus accrédité à l'heure actuelle selon lequel, au niveau systémique, nous assisterions au glissement de l'épicentre de l'économie mondiale depuis le bassin de l'Atlantique vers le bassin du Pacifique. La seconde raison tient du fait que, peu importe le glissement en question, il n'en demeure pas moins que les pays occupant les bordures de l'Océan Pacifique sont résolument engagés dans la création d'une communauté du Pacifique alors même que, malgré la profondeur historique de leurs liens transatlantiques, les pays de la bordure de l'Atlantique s'avèrent encore et toujours, malgré les défis pressants qui les guettent – que ce soit en matière d'environnement, de trafics de tous

ordres ou de sécurité hors défense - incapables de surmonter leurs différends.

En attendant, non seulement les pays de l'Océan Pacifique ont-ils signé davantage d'accords de libre-échange que ne l'ont fait les pays occupant les rives de l'Atlantique, mais ils négocient actuellement un Partenariat transpacifique, alors que rien de comparable ne se profile à l'horizon de ce côté-ci.

Toutefois, fait plus révélateur et significatif encore, malgré son acronyme à forte teneur économique, aux yeux d'un de ses promoteurs et, en particulier, aux yeux de Bob Hawke, le premier ministre d'Australie de l'époque, l'APEC (Asia-Pacific Economic Cooperation) devait au départ, c'est-à-dire dès 1989, s'inspirer du modèle de la communauté européenne. Par la suite, plusieurs initiatives ont été lancées qui visaient très spécifiquement à soutenir la création d'une telle communauté. Par exemple, en 1997, plusieurs universités ont créé l'Association of Pacific Rim Universities (APRU) qui compte aujourd'hui 42 membres répartis dans 16 économies. En 1999, l'APRU s'est rapprochée de l'APEC et elle mène d'importants projets de recherche et de formation en consultation avec cette organisation.

Il s'agit alors, en lançant la réflexion sur l'Atlantique, de faire avancer le projet d'une communauté atlantique large et inclusive, mais il s'agit également, à une autre échelle, de transposer le modèle de l'APRU et de travailler à faire avancer l'idée de créer une association regroupant les universités occupant l'une et l'autre des quatre bordures de l'Océan Atlantique.

Mais il y a également une autre déclinaison que l'on peut envisager à ces projets, plus terre-à-terre et plus pratique celle-là, que l'on peut cerner à partir de la question suivante : quelle est la place de Montréal et du Québec sur la bordure Atlantique et en quoi l'une et l'autre sont-ils interpellés par le glissement de l'axe de développement vers le bassin du Pacifique, d'une part, par le repositionnement des villes, des provinces ou des États face à cette nouvelle réalité, de l'autre? C'est un des projets dans lequel l'Institut s'est engagé et qu'il poursuivra dans les mois à venir. Il s'agit d'un projet ambitieux qui ne vise rien de moins qu'à placer l'Institut en tant que "communauté épistémique" sur les questions de stratégie économique et de développement pour Montréal et sa région.

Conclusion

Où sera l'Institut dans 10 ans? Comptera-t-il deux fois le budget actuel (6,4 millions de \$) et deux fois le nombre de constituantes (28 au total)? Le premier est à espérer, le second n'est sans doute pas souhaitable. S'il n'y a pas de limite au budget dont on voudrait disposer, il y a des limites au nombre de chaires et de centres que nous pouvons accueillir. Ce qui ne veut pas dire qu'il faille renoncer à l'expansion, bien au contraire. Mais les ouvertures à venir devraient être pesées et soupesées avec soin et la priorité devrait être désormais accordée à l'incorporation de chaires et de centres hors UQAM. Il conviendrait alors d'aller regarder en direction du réseau de l'Université du Québec (ENAP, INRS et les autres constituantes) et en direction des autres universités à Montréal ou ailleurs dans le monde. À ce propos, compte tenu de la vitesse à laquelle

progressent les processus d'internationalisation à l'heure actuelle et compte tenu des avantages à tirer de l'inscription dans des réseaux internationaux pour le plus grand bénéfice des chercheurs et des étudiants, le temps semble venu pour l'institut de définir sa propre politique d'internationalisation. C'est une des tâches auxquelles il faudra consacrer nos énergies dans les mois et les années à venir.

En terminant, je voudrais rendre hommage à mes deux prédécesseurs, Son Excellence Anne Leahey, ambassadeur du Canada près le Saint-Siège, que nous aurons l'honneur d'accueillir comme chercheur en résidence à son retour de conclave, et M. Peter Leuprecht, actuellement président de l'Institut Robert Schuman pour l'Europe (IRSE), à Paris.

Je voudrais également souligner l'importance de la contribution fournie par la Banque Scotia qui nous a consenti en 2004 un don d'un demi-million de \$ répartis sur 10 ans. Cette générosité est fort appréciée et sans elle, nous n'aurions bien évidemment pas été en mesure de mener à bien autant d'activités ni de faire droit à l'exigeante mission que nous nous sommes tracée. Je tiens à souligner la présence de Mme Carole Chapdelaine parmi nous ce soir; elle a bien voulu accepter de remettre aux sept lauréats les bourses qui ont été attribuées suite au concours lancé le mois dernier pour marquer le 10e anniversaire de l'Institut.

Enfin, je ne peux ni ne veux terminer cette allocution sans souligner la contribution de la petite équipe de l'institut grâce à laquelle tout ce qui a été réalisé a pu l'être, et ce, dans un bel esprit de collaboration et de respect mutuel. Je tiens ainsi à rendre hommage, en tout premier lieu, à l'importance de l'implication de notre président, Bernard Derome, dont le mandat a été renouvelé en janvier dernier, et je veux remercier, en deuxième lieu, pour leur constant dévouement à la cause de l'Institut et à celle de ses composantes, Mme Lyne Tessier, la secrétaire de l'IEIM, M. Pierrick Pugeaud, l'adjoint au directeur, ainsi que Mme Zaa Normandin, notre webmestre.

Je souhaite longue vie à l'Institut!

Je vous remercie de l'attention que vous m'avez accordée.